

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE

de SAINT-DENIS (REUNION)

Dépôt du : 18 FEV. 2011

N° 2011 A 483

RC: 2006 D 529 (450 720 347)

**Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés**

## **Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés du 3 Janvier 2011**

Les associés de la SELARL CAC REUNION, au capital de 1 500 €, divisé en 100 parts sociales de 15 € chacune, se sont réunis au siège social, le 3 novembre 2010 à 18 h 30, en assemblée générale extraordinaire sur la convocation régulière qui leur a été faite.

Étaient présents :

Monsieur TAOCHY Jacques demeurant au 53 Avenue Pierre Mendès France 97441 Sainte Suzanne, titulaire de 50 parts sociales.

Monsieur TERRAZZONI Pascal demeurant au 81 Quater Chemin des ruisseaux Deux rives 97441 Sainte-Suzanne, titulaire de 50 parts sociales.

Total des parts 100 part sociales.

L'assemblée est présidée par Monsieur TAOCHY JACQUES, associé gérant.

Le président constate que les associés présents ou représentés possèdent 100 parts soit la totalité des parts composant le capital ; le quorum légal est atteint de sorte que l'assemblée régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- les statuts de la société,
- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- le texte des résolutions soumises à l'approbation de l'assemblée.

Le président déclare que les documents requis par la loi ont été envoyé aux associés au moins quinze jours avant la tenue de l'assemblée. Il rappelle que l'assemblée doit délibérer sur l'ordre du jour suivant : Transfert du siège social de la société.

Lecture est donnée du rapport de gestion du gérant.

La discussion est ouverte :

Personne ne demandant plus la parole, le président soumet, successivement, les résolutions suivantes, inscrites à l'ordre du jour :

### **Première résolution**

L'assemblée des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de transférer le siège de la société 15 Rue de l'École - 97 490 Sainte Clotilde à 10 Rue de la Fraternité - ZAC Triangle Odalisque - Bureau n° 10 - 97490 Sainte Clotilde, à compter du 3 janvier 2011.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **Deuxième résolution**

En conséquence de la décision de transfert du siège social, l'article 4 des statuts est modifié ainsi qu'il suit :

Le siège social est fixé au : 10 Rue de la Fraternité – ZAC Triangle Odalisque – Bureau n° 10 - 97490 Sainte Clotilde.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du département que celui mentionné ci-avant ou dans un département limitrophe par simple décision de la gérance sous réserve de ratification par décision extraordinaire des associés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **Troisième résolution**

L'assemblée des associés confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du procès verbal constatant la présente délibération en vue de toutes formalités devant être effectuées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h00

De tout ce qui précède, il a été dressé le procès-verbal qui a été signé par la gérance et visé par tous les associés présents à l'assemblée.

Signatures

Monsieur TAOCHY Jacques



Gérant associé

Monsieur TERRAZZONI Pascal



Gérant associé.

**PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
DU 3 Janvier 2011**

**CAC REUNION**

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée

Au capital de 1 500 euros

Siège social : 15, Rue de l'école

97 490 Sainte Clotilde

RCS SAINT DENIS 450 720 347

---

L'an deux mille onze et le trois janvier, à dix huit heures, les associés de la société CAC Réunion, société d'exercice libéral à responsabilité limitée au capital de mille cinq cents euros, se sont réunis au siège social, en assemblée générale ordinaire sur convocation effectuée par la gérance.

Sont présents :

M. TAOCHY Jacques qui détient cinquante parts sociales,  
M. TERRAZZONI Pascal qui détient cinquante parts sociales,

Total des parts présentes : 100 parts en pleine propriété sur les 100 parts composant le capital social.

L'assemblée est présidée par Mme. Agnès CHAUVET, gérante démissionnaire.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- 1° les récépissés des lettres recommandées de convocation;
- 2° la feuille de présence;
- 3° le rapport de gestion du gérant;
- 4° le texte des résolutions soumises à l'approbation de l'assemblée;

Le président indique que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Nomination de nouveaux gérants en remplacement du gérant démissionnaire.
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le président donne lecture :

- du rapport de gestion de la gérance,

La discussion est ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour :

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion de la gérance, prend acte de la démission de Madame Agnès CHAUVET au 1er janvier 2011. Compte tenu de la très courte période l'ancienne gérante sera dispensée d'établir un rapport de gestion pour la période de l'exercice 2011 où elle a exercée.

*Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide de nommer, en qualité de cogérants:

- Monsieur TAOCHY Jacques, associé demeurant au 53 Avenue Pierre Mendès France - 97 441 Sainte Suzanne et
  - Monsieur TERRAZZONI Pascal, associé demeurant 81 Quater Chemin des ruisseaux Deux rives 97441 Sainte-Suzanne
- en remplacement de Madame Agnès CHAUVET gérante démissionnaire.

Messieurs TAOCHY Jacques et TERRAZZONI Pascal, nouveaux gérants, exerceront leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi et les statuts. Les gérants exerceront leur mandat à titre gratuit. Toutefois une rémunération exceptionnelle pour l'exercice 2011 pourra leur être accordée lors d'une décision ordinaire ultérieure.

*Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

### TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du procès verbal constatant la présente délibération à l'effet d'accomplir toutes les formalités requises par la loi en conséquence des résolutions qui précèdent.

*Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les associés présents.

Les associés



TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE  
de SAINT-DENIS (REUNION)  
Dépôt du : 18 FEV. 2011  
N° 2011 A 483  
RC: 2006 0529

## STATUTS MODIFIES

A JOUR AU 3 JANVIER 2011

### SELARL CAC REUNION

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée  
au capital de 1500 euros

Siège social : 10 Rue de la Fraternité – ZAC Triangle Odalisque  
Bureau n° 10

**97 490 SAINTE CLOTILDE**  
RCS Saint-Denis 450 720 347

- CESSIION DE PARTS
- MODIFICATION DU LIEU DU SIEGE SOCIAL

Certifiés conformes par les coprésidents



# CACRREUNION

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée  
au capital de 1 500 euros

Siège social : 53, Rue Général Lambert  
97436 Saint Leu

## STATUTS

Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DES IMPÔTS DE SAINT PAUL  
Le 14/10/2003 Bordereau n°2003/329 Case n°4 Ext 941

Enregistrement : Exonéré  
Timbre : Exonéré

Total liquidé : zéro euro  
L'Agent



A. [Signature]

b

[Signature]



Les soussignés

Monsieur Gérald FAISSOLLE demeurant 9, rue des cocotiers, pointe des Châteaux 97436 SAINT LEU  
né le 15/07/1954 à Calais (62)  
de nationalité Française  
Commissaire aux Comptes inscrit à la compagnie des Commissaires aux Comptes de la REUNION

Madame Agnès PAGNON épouse CHAUVET demeurant 21 Chemin Communs 97417 La Montagne  
Née le 27/07/1972 à Arles (13)  
De nationalité Française  
Commissaire aux Comptes dont inscription en cours auprès de la compagnie des Commissaires aux Comptes de la REUNION

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

#### **Article 1er - Forme**

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société d'exercice libéral à responsabilité limitée régie par la loi du 24 juillet 1966, l'ordonnance du 19 septembre 1945, le décret n° 69-810 du 12 août 1969, tels que modifiés et par les présents statuts.

#### **Article 2 - Dénomination**

La dénomination est : **CAC REUNION**.

La société sera inscrite au tableau de La Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société d'exercice libéral à responsabilité limitée » ou des lettres S.E.L.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « Société de Commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de La Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes où la société est inscrite.

#### **Article 3 – Objet (nouvelle mention au 10/04/06)**

La société a pour objet l'exercice de la profession de commissaire aux comptes et d'expert comptable.

↳







Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de La Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al. 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

#### **Article 4 - Siège social** (nouvelle mention au 01/05/06).

Le siège social est fixé à : 15 Rue de l'Ecole 97490 Sainte Clotilde.

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

#### **Article 5 - Durée**

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

#### **Article 6 - Apports - Formation du capital**

Il est apporté en numéraire par :

Monsieur Gérard FAISSOLLE, la somme de 765 euros

Madame Agnès PAGNON épouse CHAUVET, la somme de 735 euros

Le capital social est fixé à la somme de mille cinq cent euros (1 500 euros), entièrement libéré, ladite somme a été déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque BRED Saint Leu, Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

Monsieur Renaud CHAUVET époux de Madame Agnès PAGNON, averti des présents apports, déclare ici donner son accord et ne pas souhaiter être associé à la présente société.

#### **Article 7 - Avantages particuliers**

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

o

A

56

AGE du 3 janvier 2011

**Article 4 – Siège social**

Le siège social est fixé au : 10 Rue de la Fraternité – ZAC Triangle Odalisque – Bureau n° 10 - 97490 Sainte Clotilde.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du département que celui mentionné ci-avant ou dans un département limitrophe par simple décision de la gérance sous réserve de ratification par décision extraordinaire des associés.

⊖

⊖

**Article 8 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés (nouvelle mention au 27/08/07)**

Le capital social est fixé à la somme de mille cinq cent euros. Il est divisé en 100 parts de 15 euros chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité et attribuées, de la manière suivante :

Madame Agnès CHAUVET, possédant 100 parts sociales  
Numérotées de 1 à 100

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 100 parts sociales.

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité par eux.

La société membre de La Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes communique annuellement aux conseils régionaux de La Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. La liste des associés sera également communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

**Article 9 - Augmentation ou réduction du capital**

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels commissaire aux comptes.

**Article 10 - Transmission des parts**

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit

- d'un tiers
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

**Article 11 - Exclusion d'un professionnel associé**

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

⊙

*[Signature]*

*[Signature]*  
A. *[Signature]*

AGE du 1 décembre 2010  
Acte de cession de parts du 16 décembre 2010

Article 8 – Capital social – Apports et parts

Le paragraphe est modifié comme suit :

Le capital social est fixé à 1 500 € (mille cinq cents euros) ; il est divisé en 100 parts de 15€ libérées et réparties entre les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessous :

- Monsieur Jacques TAOCHY  
à concurrence de 50 parts numérotées de 1 à 50
- Monsieur Pascal TERRAZZONI  
à concurrence de 50 parts numérotées de 51 à 100

Ensemble 100 parts formant un total égal au nombre de parts composant le capital social

Les associés déclarent expressément que toutes ces parts sont réparties entre eux dans les proportions indiquées correspondant à leurs droits respectifs et sont toutes intégralement libérées.

*J*

*P*

## Article 12 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

## Article 13 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux et activités doivent être assortis de la signature personnelle du commissaire aux comptes ainsi que du visa ou de la signature sociale.

## Article 14 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés commissaire aux comptes et nommés, pour une durée illimitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

#### Article 15 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant, il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

#### Article 16 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 58 de la loi du 24 juillet 1966.

#### Article 17 - Année sociale

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> juillet et finit le 30 juin.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 juin 2005.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

#### Article 18 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende. Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes.

En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

#### Article 19 - Nomination des premiers gérants

Monsieur Gérard FAISSOLLE, demeurant 9, rue des cocotiers, pointe des Châteaux 97436 Saint Leu est nommé gérant de la société pour une durée illimitée.  
Sa rémunération sera fixée par la plus prochaine Assemblée.

Madame Agnès PAGNON épouse CHAUVET demeurant 21 Chemin Communs 97417 La Montagne est nommée gérante de la société pour une durée illimitée.  
Sa rémunération sera fixée par la plus prochaine Assemblée.

Monsieur Gérard FAISSOLLE déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat.

Madame Agnès PAGNON épouse CHAUVET déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat.

Les gérants ainsi nommés sont tenus de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Article 20 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription auprès de la Cour d'Appel. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés à l'adresse prévue du siège social.

Les associés donnent mandat à M. FAISSOLLE de prendre pour le compte de la société les engagements suivants :

Tous actes de gestion  
Prise de bail  
Signature d'acte de prêts

Ces engagements seront également repris par la société par le fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

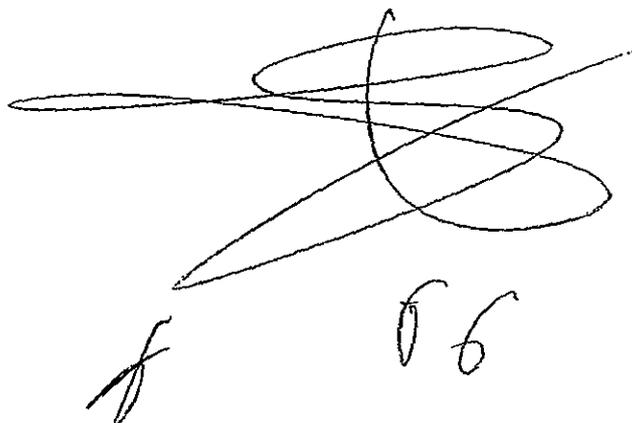
Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 21 - Publicité - Pouvoirs

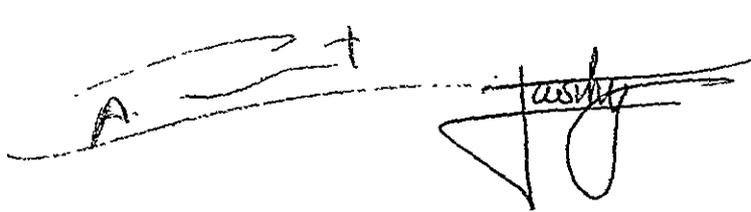
Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. M FAISSOLLE est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Saint Leu  
Le 2 Octobre 2003

En 5 exemplaires originaux.



Handwritten signature of M. FAISSOLLE, consisting of a large, stylized scribble.



Handwritten signature, possibly of a witness or another party, consisting of a stylized scribble.